

# JO DE PARIS 2024

## Entre opportunités et contraintes pour le BTP

P.29

MaPrimeRénov' et  
Éco-PTZ : les décrets  
publiés

P.44

Immobilier : vers une  
reprise avec la baisse  
des taux ?

P.36

424 projets  
d'envergure seront  
exemptés de ZAN

P.48

Le salon Nordbat  
en vidéos

# SOMMAIRE

---

▶ Édito	3
▶ Dossier JO Paris 2024	5
▶ Les actus du mois	29
▶ Conjoncture	40
▶ Immobilier	44
▶ Les vidéos du mois	47
▶ Le salon Nordbat en vidéos	48
▶ Architecture	50
▶ Carnet de nominations	56
▶ Les produits du mois	57

# ÉDITO

La France s'apprête à accueillir l'un des événements sportifs les plus attendus au monde. Cela ne vous aura pas échappé, notre pays a bien été désigné comme pays hôte des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Pendant près d'un mois et demi, les regards du monde entier seront braqués sur l'Hexagone.

Mais cet événement mondial ne se résume pas qu'à une fête à l'échelle planétaire. La venue de millions de visiteurs ou encore la construction d'infrastructures dignes de ce nom sont autant de défis que les Jeux ont apporté, et avec lesquels ont dû œuvrer de nombreux acteurs, notamment ceux du BTP.

Cet été, près de 15 millions de visiteurs sont attendus rien qu'en Île-de-France, centre névralgique de ces olympiades. Des flux qu'il va falloir gérer, tant d'un point de vue sécuritaire que logistique.

Comment continuer à œuvrer sur ses chantiers quand on sait que des restrictions de circulation seront mises en place aux abords des sites d'épreuves du 15 juin au 15 septembre ?

Comment accueillir correctement les personnes à mobilité réduite dans les transports ? Comment rassurer les professionnels dont les projets vont être reportés, voire annulés ?

Les Jeux ont certes apporté leur lot d'incertitudes, mais ils sont aussi bénéfiques dans bien des aspects. La construction et la modernisation d'infrastructures sportives vont profiter à de nombreuses personnes une fois l'événement clôturé. Il n'était pas question de constructions éphémères, ce qui aurait été une véritable aberration tant sur le plan économique qu'écologique.

L'exemple le plus criant étant le Village des Athlètes, construit spécialement pour l'occasion, et qui mettra à disposition 2 800 logements. Un début de réponse à la crise du logement actuelle, même si le risque de gentrification n'est jamais bien loin, au vu du prix de certains logements mis en vente.



**Jérémie Leduc**  
Journaliste



# SURE-WHITE

## Plus qu'une simple membrane d'étanchéité

Une membrane EPDM blanche à haute réflectance solaire qui conjugue durabilité, efficacité et performance énergétique.



### #L'étanchéité réinventée

Optez pour Sure-White, une membrane Cool Roof à la fois résistante et durable, au SRI de 98 qui permet de limiter les besoins en climatisation des derniers étages et d'améliorer le confort d'été des occupants.

Contactez-nous dès aujourd'hui pour en savoir plus.  
[www.vmbuildingsolutions.fr](http://www.vmbuildingsolutions.fr)

**VM** BUILDING SOLUTIONS

# ACCESSIBILITÉ DES CHANTIERS DU BTP PENDANT LES JOP : QUE FAUT-IL SAVOIR ?



**Alors que les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP) débutent dans trois mois, qu'en sera-t-il de l'accessibilité des chantiers pour les professionnels du BTP en Île-de-France ? Zones rouges, zones bleues, QR Codes, travaux avec emprise sur voirie... Le point sur les éléments connus à ce jour avec Philippe Servalli, président de la FFB Grand Paris IDF, et avec Jonathan Salmon, secrétaire général de la CAPEB Grand Paris.**

En 2023, la région Île-de-France comptait 120 000 entreprises du bâtiment, employant 390 000 actifs (dont 11 800 apprentis), pour un chiffre d'affaires de près de 40 milliards d'euros.

Mais quel sera l'impact de la période des Jeux olympiques et paralympiques de Paris sur l'activité de ces entreprises du bâtiment ? Tous les chantiers seront-ils accessibles malgré l'activation de zones à circulation restreinte ?

Nous avons interrogé Philippe Servalli, président de la FFB Grand Paris Île-de-France, et Jonathan Salmon, secrétaire général de la CAPEB Grand Paris. Ces derniers sont unanimes : ils saluent les échanges avec la préfecture de police

de Paris, qui se serait montrée compréhensive et arrangeante face à leurs requêtes.

« On était inquiets au départ. Il y avait beaucoup d'entreprises qui disaient qu'elles allaient fermer », nous confie Jonathan Salmon, secrétaire général de la CAPEB Grand Paris. « Mais après de nombreuses discussions, la préfecture de police de Paris a pris acte de nos demandes et de nos inquiétudes. Il y a beaucoup de dérogations qui sont mises en place pour notre secteur, de telle manière à ce que les entreprises puissent travailler. Nous avons aujourd'hui la garantie qu'il n'y aura pas de perturbations excessives et que l'activité pourra être largement maintenue », se réjouit-il.

# ACCESSIBILITÉ DES CHANTIERS DU BTP PENDANT LES JOP : QUE FAUT-IL SAVOIR ?

Pour mieux appréhender cette période, les professionnels du bâtiment doivent toutefois connaître certaines subtilités, et notamment avoir à l'esprit l'instauration de zones rouges et de zones bleues, activables entre le 15 juin et le 15 septembre.

Mais quelle différence entre les zones rouges et les zones bleues ?

Les zones rouges, situées à proximité des lieux de compétitions, seront activables plusieurs heures par jour. Durant les horaires d'activation, aucun véhicule ne pourra y circuler, sauf en cas d'intervention urgente.

## Zones rouges : le retour des QR Codes

Les professionnels du bâtiment pourront toutefois accéder à leur chantier à pied ou en métro, mais un QR code sera nécessaire pour rentrer en véhicule dans les zones rouges lorsque l'intervention ne sera pas considérée comme urgente.

« Aujourd'hui, on connaît parfaitement la délimitation de ces zones rouges, on connaît le calendrier olympique, les horaires de manifestation, on connaît les horaires d'activation de ces zones rouges (2h30 avant, plus d'1h après l'épreuve), donc on sait que nos conditions de livraison vont être à adapter », indique Philippe Servalli, le président de la FFB Grand Paris IDF.

Les demandes de QR Codes pourront être déposées sur une plateforme qui devrait être mise en service dans le courant du mois de mai. Le fonctionnement devrait

ainsi rappeler la période de la crise sanitaire.

## Les travaux « avec emprise sur voirie » interdits

Dans les zones rouges, les travaux « avec emprise sur voirie » devraient toutefois être interdits du 15 juin au 15 septembre. Il sera donc impossible d'installer des échafaudages durant ces trois mois, mais ceux déjà installés n'auront pas besoin d'être démontés.

« Installer un échafaudage, cela veut dire que vous avez une emprise voirie, donc ça n'est pas possible. On ne pourra pas non plus déposer du matériel ou des matériaux sur des places de stationnement, ni installer de cabanes ou de WC de chantier. D'une manière générale, toute installation (échafaudage, grue, baraque de chantier, stockage de matériel ou de matériaux, etc...) est interdite », détaille le secrétaire général de la CAPEB Grand Paris.

« Le point sur lequel la préfecture ne pouvait pas déroger, c'était sur les chantiers avec emprise sur voirie. Elle a expliqué, notamment aux travaux publics, qu'il n'y aurait pas de dérogations », ajoute le secrétaire général de la CAPEB Grand Paris.

La Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP), que nous avons contactée, n'a pas souhaité commenter à ce jour, attendant de nouvelles précisions, et notamment des annonces concernant la possibilité de recourir au chômage partiel.



# ACCESSIBILITÉ DES CHANTIERS DU BTP PENDANT LES JOP : QUE FAUT-IL SAVOIR ?

« Si on peut saluer le fait que les périmètres et les durées d'interruption de chantier et de circulation ont été circonscrites (15 juin-15 septembre plutôt que 15 mars-30 octobre) par rapport aux premières annonces, il manque cependant des outils indispensables pour permettre aux entreprises de faire face aux arrêts de chantiers, notamment sur le plan juridique et sur la prise en charge de l'activité partielle », avait toutefois déclaré la FNTF dans son dernier communiqué.

Le président de la FFB Grand Paris IDF précise de son côté que « des mesures accompagnatrices devraient être acceptées à partir du moment où il y a une demande d'arrêt d'activité de la part des autorités ». « Il faut quand même bien distinguer la demande d'arrêt d'activité par arrêté du préfet, d'une adaptation de l'activité, qui elle, n'ouvrira pas le droit, a priori, à des mesures compensatrices », précise-t-il.

À l'occasion de sa conjoncture début avril, la FFB Grand Paris IDF disait attendre encore des précisions concernant la circulation en banlieue parisienne, et notamment autour de Saint-Denis et de Versailles. Qu'en est-il aujourd'hui ?

« Les zones rouges de Saint-Denis, du Stade de France, du Village des Athlètes, et de Versailles, sont connues. Ce sont les mêmes règles qui s'appliquent. Il y a une uniformisation des règles qui va être prise sous l'autorité du préfet de police. La compétence du préfet de police de Paris va être étendue à l'ensemble des périmètres des JOP en Île-de-France », nous répond son président.

Ce dernier reste confiant quant à l'impact de ces zones rouges et bleues sur l'activité, alors qu'elles ne représenteraient qu'environ 5 % du territoire du Grand Paris.

## Trajets : des zones bleues à éviter

Les zones bleues seront quant à elles davantage « larges et permanentes », mais ne devraient pas nécessiter de QR Code. Il sera possible de s'y rendre en véhicule, à condition de posséder un justificatif indiquant un point de chute dans la zone.



**« On ne voudrait pas que nos maîtres d'ouvrage soient influencés par ces événements, au point de reporter des travaux à la fin de l'année, voire pire, à l'année prochaine. Car il y a beaucoup de travaux d'entretien qui se font quand les entreprises ou les locaux sont fermés, donc si on ne les fait pas cet été, ce sera l'été prochain. C'est un an de décalage »**

**Philippe Servalli,**  
président de la FFB Grand Paris IDF



## **Placo® innove pour le Village des Athlètes avec ses cloisons démontables !**

**Placo® se lance dans la course du réemploi avec une première expérimentation à grande échelle.**

### **Une innovation conçue pour faciliter le réemploi dans le futur**

C'est au terme de quatre années de R&D que Placo® a mis au point une nouvelle cloison innovante et inédite, à destination du Village des Athlètes. L'innovation majeure de cette cloison réside dans le système d'accroche des rails hauts et bas. Auparavant vissés, ils sont désormais collés à l'aide d'un ruban de colle sèche et d'une mousse double face pour rendre le démontage aisé et propre.

Et contrairement à une cloison standard, ce système ne se jointoie pas (pas de bandes, pas d'enduisage). Ce système de fixation unique permet son démontage et le réemploi de ses éléments.

Placo® a fourni 60 000 m<sup>2</sup> de ces cloisons démontables pour le Village des Athlètes. Une partie sera réemployée sur place par les promoteurs pour les besoins liés à la réversibilité après les compétitions. Une autre partie aura une deuxième vie et pourra être commercialisée dans de nouveaux chantiers en région parisienne. Cette démarche unique va contribuer à baisser l'empreinte carbone des nouvelles constructions accueillant ces matériaux de seconde vie après l'évènement. Le système ainsi réemployé aura le plus bas impact carbone du marché, la RE2020 spécifiant que les matériaux de réemploi ont un impact carbone nul (FDES en cours).





**Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris approchent à grands pas. L'arrivée de millions de visiteurs s'annonce comme un défi de taille pour les organisateurs. Parmi ces visiteurs, des personnes à mobilité réduite (PMR), qui aspirent à se rendre sur les différents sites sans la moindre difficulté. Où en est-on en termes d'accessibilité dans les transports en commun ? La France est-elle prête à accueillir ces PMR ? Éléments de réponse.**

100 ans. Cela faisait 100 longues années que la ville de Paris attendait le retour des Jeux. C'est chose faite. La capitale s'apprête à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'été de 2024, du 26 juillet au 8 septembre, 100 ans après l'édition de 1924.

Depuis que Paris a été désignée comme ville hôte en 2017, tout s'est accéléré pour offrir aux athlètes et aux visiteurs venus du monde entier la plus belle expérience qui soit. Et au regard des ambitions du gouvernement et d'Emmanuel Macron, fraîchement élu à l'époque, les chantiers étaient de taille.

Une cérémonie d'ouverture sur la Seine, ou encore des épreuves aquatiques dans le fleuve, nombreux sont les défis inédits

que s'est imposée la France pour ces olympiades. Mais il existe un autre enjeu : celui du transport des visiteurs en situation de handicap.

### **3 000 à 4 000 visiteurs en fauteuil roulant attendus**

Pour ces Jeux olympiques et paralympiques d'été, près de 15 millions de visiteurs sont attendus rien qu'en Île-de-France. Cela représente un véritable défi pour les organisateurs et la préfecture de police de Paris, qui vont devoir gérer les flux, l'affluence, et assurer la sécurité de tous ces visiteurs, dans un contexte où la menace terroriste se fait de plus en plus présente.

# JOP : L'ÎLE-DE-FRANCE FACE AUX DÉFIS DE L'ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS

Parmi ces 15 millions de personnes, 350 000 sont en situation de handicap, et 3 000 à 4 000 d'entre elles sont en fauteuil roulant. Se pose alors la question de l'accessibilité aux transports et aux infrastructures sportives pour l'accueil de ce public. La région Île-de-France ne part pas de zéro, mais les chantiers sont tout de même colossaux.

L'Île-de-France pâtit d'une mauvaise image en termes d'accessibilité, même si les choses semblent aller dans le bon sens depuis quelques années. La loi de 2005, qui impose à la région de rendre accessible les transports en commun, semble être le point de départ de cette prise de conscience.

## Les Jeux ont accéléré la mise en conformité des transports

Depuis son élection à la présidence du conseil régional d'Île-de-France, fin 2015, Valérie Pécresse et ses équipes ont entamé un important virage en termes d'accessibilité des transports. À l'époque, l'Île-de-France a déposé auprès de la préfecture de région un schéma directeur d'accessibilité des transports. Autrement dit, un planning de ce qu'envisage de faire la région pour rendre les transports en commun accessibles. Les travaux ont débuté en 2016, pour une échéance en 2024.

Pour démarrer d'importants travaux d'accessibilité, les pouvoirs publics n'ont donc pas attendu que Paris soit désignée comme ville hôte pour les Jeux.

Même s'il est vrai que ces derniers ont tout de même permis d'accélérer les choses, comme l'admet Pierre Deniziot, conseiller régional d'Île-de-France en charge du handicap et de l'accessibilité, et administrateur d'Île-de-France Mobilités :



**« La candidature de Paris 2024 et l'attribution des Jeux à Paris nous ont permis de mobiliser les équipes. On s'est dit qu'on ne pouvait pas prendre 2 ou 3 ans de retard sur les délais prévus. Il a fallu que l'on s'investisse afin d'être au rendez-vous de Paris 2024. L'attribution des Jeux a été perçue comme une motivation en plus »**

*Pierre Deniziot,  
administrateur d'Île-de-France Mobilités*

## Focus sur les extensions de lignes

Une mobilisation générale pour un calendrier ambitieux, avec pas moins d'1,6 milliard d'euros posés sur la table. L'objectif est d'atteindre un total de 269 gares accessibles sur le réseau de surface. Pour l'heure, 210 le sont. Ce nombre s'élèvera à 240 pendant la période des Jeux.

Il est surtout question de gares qui seront présentes en surface sur les extensions de lignes faisant partie du Grand Paris.

Dans ces dernières, de nombreux ascenseurs et escaliers mécaniques ont été installés. « *En Île-de-France, on compte par centaines le nombre d'ascenseurs et d'escalators installés par Koné* », nous explique Cédric de la Chapelle, directeur service pour Koné France.

« *Les installations neuves se concentrent sur les extensions de ligne qui font partie du Grand Paris. C'est là que l'on voit que cette problématique de l'accessibilité a bien été prise en compte dans les nouvelles gares et dans les extensions* », ajoute M. de la Chapelle.

Des travaux qui se concentrent donc sur les extensions de ligne, mais aussi les lignes de bus et de tramway. Aujourd'hui, 560 lignes de bus sont accessibles pour les personnes à mobilité réduite (PMR) en Île-de-France.

## « Les associations savent qu'il n'est pas possible de rendre le métro totalement accessible »

La tendance n'est pas la même concernant le métro, qui n'est pas soumis à la loi d'accessibilité de 2005. Pour de tels travaux, l'ampleur de la tâche est tout autre, et va jusqu'à flirter avec l'impossible, comme l'explique M. Deniziot : « *Pour le métro, plusieurs milliards d'euros sont nécessaires. On doit faire face à des impossibilités techniques, comme des risques d'effondrement. Les associations savent qu'il*

*n'est pas possible de rendre le métro totalement accessible* ».

Même son de cloche du côté de Koné, comme nous l'explique Cédric de la Chapelle : « *Nous n'avons pas installé d'ascenseurs ou d'escalators dans les stations existantes, et ce, pour des raisons évidentes. Il est très compliqué de creuser, de créer un nouvel ascenseur ou un nouvel escalier, faute de place suffisante* ».

Pour l'heure, et en comptant les stations et futures stations de métro du Grand Paris, 13 sont accessibles. 16 de plus sont attendues pour les JOP avec le prolongement des lignes. On passera alors de 9 à 14 % de stations accessibles. Quand les chantiers du Grand Paris Express seront terminés, il y aura un total de 68 stations accessibles.

## Une hausse de moyens consacrés à l'accessibilité des transports

En termes de coût, celui-ci varie en fonction de la taille des gares à équiper. Pour les gares dites « *classiques* », la somme à déboursier pour les rendre accessibles s'élève à 11 millions d'euros environ. Pour les plus grandes gares comme celle de Saint-Quentin-en-Yvelines, par laquelle vont transiter les spectateurs venus assister aux épreuves de golf ou de BMX par exemple, les sommes nécessaires s'élèvent à plusieurs dizaines de millions d'euros. Pour cette gare, 55 millions d'euros ont été nécessaires.



# ENSEMBLE,

accélérons le tri des déchets du bâtiment.

Nos offres pour **une reprise gratuite**  
de vos **déchets du bâtiment.**

1



**Apport**  
en points  
de reprise

2



Service de  
**reprise sur**  
**chantiers**

3



Service de  
**reprise à**  
**l'entrepôt**

*Pour en  
savoir plus*



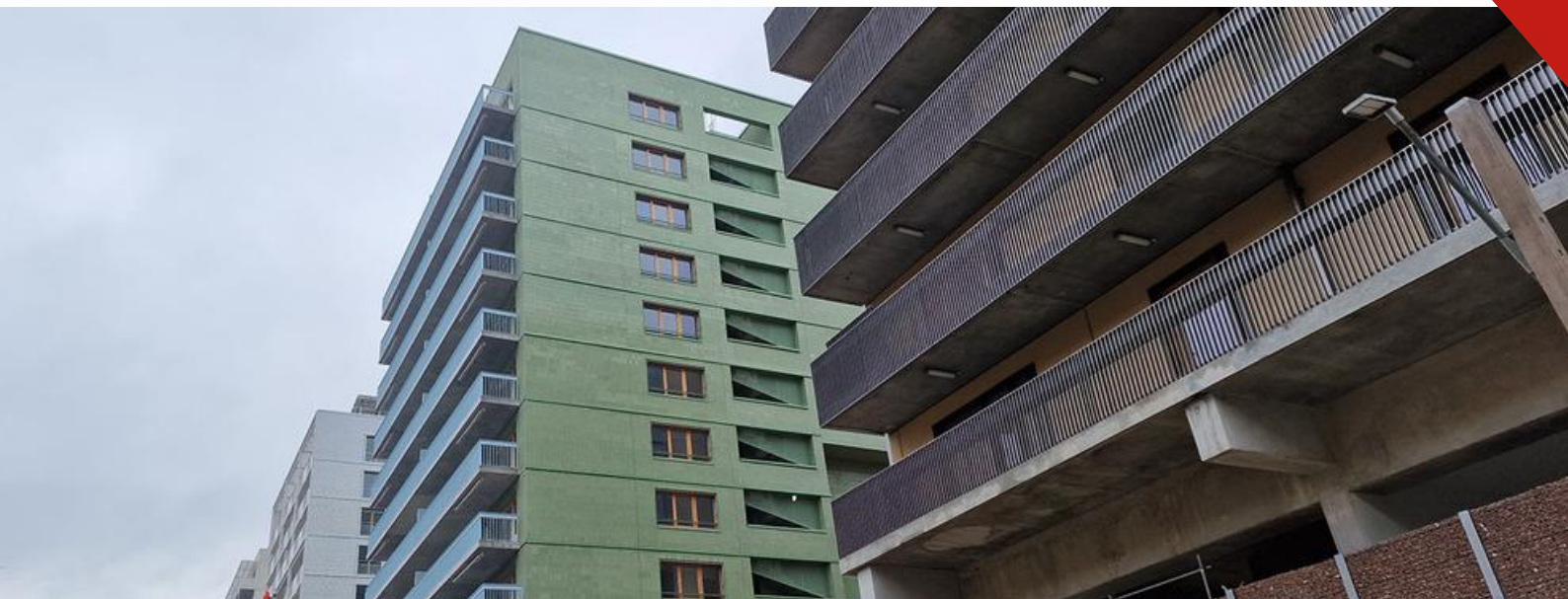
L'éco-organisme par et pour  
les acteurs du bâtiment

[www.valobat.fr](http://www.valobat.fr)

[contact@valobat.fr](mailto:contact@valobat.fr)







**Alors que les ouvrages olympiques sortent de terre, quel impact représentent-ils pour la production de logements, notamment sociaux ? Surtout en Seine-Saint-Denis, où le logement social est non seulement une chance, mais aussi une urgence ? Réponses avec la Fondation Abbé Pierre et l'AORIF.**

Depuis que Paris a officiellement été désignée ville hôte des JO de 2024 en septembre 2017, la capitale, la région francilienne, voire certaines villes de France, deviennent l'écrin d'ouvrages olympiques.

Village des Athlètes, piste d'athlétisme à Saint-Denis, piscine d'entraînement d'Aubervilliers, bassins à Sevran et à Taverny, rénovation du stade Yves-du-Manoir à Colombes, Marina réaménagée à Marseille... Les chantiers déployés en vue d'accueillir l'événement mondial n'ont pas manqué.

Mais sous ce vernis de prestige, que peut-on attendre en termes de valorisation urbaine, voire résidentielle, au lendemain des Jeux ? Comme on peut lire dans un rapport du Secours Catholique : « *Alors que les Jeux olympiques et paralympiques (JOP)*

*pourraient être l'occasion de sortir durablement de la rue les personnes sans domicile ou en situation de grande exclusion, elles risquent d'être encore davantage précarisées en raison d'un « nettoyage » social et sécuritaire de l'espace urbain, pouvant passer par l'expulsion de squats, bidonvilles et d'autres lieux de vie informels ».*

*« De plus, l'arrivée des Jeux pousse déjà de nombreux hôtels à revenir à leur vocation touristique, plus lucrative que l'hôtellerie sociale. Ce mouvement accentue la pression sur le dispositif d'hébergement d'urgence, saturé à l'extrême en Île-de-France, en raison de l'augmentation continue des besoins et des objectifs de maîtrise, voire de réduction du parc fixés par l'État », abonde l'association.*

Le parc privé n'en mène pas large non plus, tout comme les résidences du

# LES OUVRAGES OLYMPIQUES, REFLET DE LA CRISE DU LOGEMENT ?

CROUS, qui réquisitionnent leurs habitations pour héberger les bénévoles durant la compétition. *« Il y a quand même un effet direct pour les étudiants, pour les ménages qui sont locataires du parc privé, dont les propriétaires profitent de l'arrivée des Jeux pour ne pas renouveler le bail. Et ces bailleurs vont louer au prix fort, puisque ce qu'ils demandaient sur un mois, ils vont peut-être le demander sur un ou deux jours »*, nous décrypte Éric Constantin, directeur de l'Agence Île-de-France de la Fondation Abbé Pierre.

## Des logements et infrastructures hérités des Jeux...

Peut-on voir derrière un scénario semblable à celui des Jeux olympiques de Rio en 2016 : destructions de bidonvilles, et un été qui rime avec précarité, notamment en matière de logements ?

Éric Constantin de l'Agence Île-de-France de la Fondation Abbé Pierre, nous fournit un premier élément de réponse : *« La crise ne date pas des Jeux olympiques, elle est ancienne. Comme on n'attendait pas que les Jeux olympiques et paralympiques apportent des solutions à cette crise »*.

*« On est un peu dans le flou. C'est compliqué de connaître aujourd'hui l'impact des Jeux olympiques. À quoi peut servir un grand événement comme celui-ci, qui génère l'arrivée de personnes et d'équipements ? Est-ce que cela peut jouer en faveur de cette crise du logement, qui est quand même très sévère en Île-de-France ? »*, s'interroge-t-il.

Pourtant, sur le papier, les chantiers olympiques prévoient une seconde vie pour les ouvrages, après la compétition. En particulier en Seine-Saint-Denis, département auquel les JO de Paris de 2024 pourraient profiter, selon une enquête de l'AFP.

Le territoire devrait par exemple hériter des équipements sportifs construits et rénovés, mais aussi de certains ouvrages reconvertis en résidences. C'est le cas du Village des Athlètes. Cet immense programme, à cheval entre Saint-Denis, Saint-Ouen-Sur-Seine et l'Île-Saint-Denis, devrait accueillir 6 000 habitants répartis dans 2 800 logements, dès l'été 2025. Réaménagées, ces habitations compteront des locations et logements sociaux - entre 25 ou 40 %, selon les communes -, mais également une centaine d'appartements disponibles à l'achat. Pareil à Dugny, où un nouveau quartier utilisé comme *« cluster des médias »* laissera place à 1 400 logements construits.

*« On espère que l'héritage de ces bâtiments permettra de loger »*, nous confie M. Constantin. *« Mais quand on voit sur la Seine-Saint-Denis entre 400 et 600 personnes appeler le 115 tous les soirs, et à qui on ne propose pas de solutions, on est aujourd'hui dans une urgence. Et c'est vrai qu'attendre un voire deux ans de travaux de réhabilitation avant de les mettre en service, tout cela va être long »*, s'inquiète-t-il.

Si le directeur de l'agence IDF de la Fondation Abbé Pierre croit que *« chaque grande opération d'urbanisme permet de*



# LES OUVRAGES OLYMPIQUES, REFLET DE LA CRISE DU LOGEMENT ?

*produire du logement, on reste vigilants et on aimerait qu'elles profitent quand même aux populations du territoire, mais aussi aux personnes qui sont mal-logées en Île-de-France, puisqu'elles sont environ 1,3 million ».*

## ...mais un risque de gentrification

D'autant que, pour reprendre les déclarations de la Fédération de la promotion immobilière (FPI), la crise du logement n'est pas qu'un problème d'offre, mais aussi de demande. Or, si le Village des Athlètes représente un gisement résidentiel important, on relève dans les appartements en vente un prix situé entre 6 000 et 7 000 euros le m<sup>2</sup>. En parallèle, le plafond pour un logement en accession - de type Prêt Social Location Accession (PSLA) - s'élève à 5 000 euros.

L'écart peut s'expliquer par un surcoût lié à l'inflation, évalué à 140 millions d'euros en 2022 sur les chantiers olympiques.

Éric Constantin avance une autre raison : « *On ne construit plus de logement social, on construit plutôt des logements pour des ménages aux revenus modestes et plus. On produit des logements en accession sur la Seine-Saint-Denis. Et de ce que je voyais dans les médias, cela ne se vendait pas. C'est difficile puisque ce n'est pas le public* ».

Anne-Katrin Le Doeuff, directrice de l'Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France (AORIF), acquiesce : « *Même si Saint-Denis touche Paris, c'est quand même un territoire assez étendu, très hétérogène en*

*termes de marché. On est quand même dans un territoire où la demande et les besoins de trajectoires résidentielles des habitants restent importants. On considère qu'il est important de pouvoir continuer à accueillir ces populations, particulièrement face au risque de gentrification* ». C'est d'ailleurs l'une des préoccupations de Plaine Commune, l'établissement public territorial en charge des communes de Seine-Saint-Denis, où seront implantés les ouvrages olympiques.

Mme Le Doeuff pointe également du doigt une autre tendance, cette fois-ci ancrée dans la politique publique francilienne au global. Il s'agit de la clause anti-ghetto, adoptée dans le Schéma directeur de la région Île-de-France. Cette mesure a engendré des désaccords entre l'État et la région Île-de-France.



**« Il y a ce gros paradoxe : on veut faire de l'Île-de-France une région économiquement forte. Mais pour que celle-ci soit forte, il faut des travailleurs et travailleuses, et il faut loger tous ces gens-là »**

**Éric Constantin,  
directeur de l'agence Île-de-France  
de la Fondation Abbé Pierre**



# Nouveauté

## DAIKIN ALTHERMA 3 R MT

La pompe à chaleur haute température à liaison frigorifique

- ↘ Pompe à chaleur haute température 65°C
- ↘ Chauffage, ECS, rafraîchissement en option
- ↘ Pour les projets de rénovation
- ↘ Silencieuse pression sonore 34 db à 5m
- ↘ Performances énergétiques jusqu'à A+++ (chauffage)
- ↘ Disponible en monophasée et triphasée, se décline en 3 tailles (8-10-12)
- ↘ Gain de temps d'installation
- ↘ Maintien de température à la sortie d'eau 65°C jusqu'à -15°C
- ↘ Distance entre unité intérieure et extérieure jusqu'à 50m



# LES JO DE PARIS 2024, UN ACCÉLÉRATEUR DE TRANSFORMATION URBAINE ?



**Les Jeux Olympiques de Paris 2024 se traduisent par une dispersion des sites olympiques, évitant ainsi la construction d'infrastructures souvent très coûteuses et sous-utilisées. Le département de la Seine-Saint-Denis, principal bénéficiaire de ces investissements, voit dans cette nouvelle vision un potentiel de transformation majeure pour son territoire. Entretien avec Patricia Pelloux, directrice adjointe de l'Agence parisienne de l'urbanisme (Apar), et avec le département de la Seine-Saint-Denis.**

Les Jeux Olympiques de 2024 à Paris marquent un tournant dans la manière dont cet événement mondial a été envisagé et organisé. Sous l'égide du Comité International Olympique (CIO), « une nouvelle stratégie axée sur la durabilité, la sobriété et l'intégration urbaine a été adoptée », introduit Patricia Pelloux, directrice adjointe de l'Agence parisienne de l'urbanisme (Apar), bouleversant ainsi les normes établies de la planification des Jeux.

## Éviter les « éléphants blancs »

Une des principales retombées de cette nouvelle approche est la transformation de la conception des sites olympiques.

*« Contrairement aux éditions précédentes, où un vaste parc regroupant tous les équipements était la norme, les Jeux de 2024 ont opté pour une approche plus dispersée », souligne-t-elle.*

Cette nouvelle stratégie, baptisée « sites isolés », a permis d'éviter la construction de nouvelles infrastructures coûteuses et souvent sous-utilisées après les Jeux. Des sites préexistants, tels que le Stade de France et le Vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines, ont été intégrés au plan des Jeux.





**« En concentrant les investissements sur les infrastructures déjà existantes, les organisateurs ont réussi à éviter la création d'équipements inutiles après les Jeux »**

*Patricia Pelloux,  
directrice adjointe de l'Atelier parisien  
d'urbanisme (Apur)*

*Le Centre Aquatique Olympique construit à Saint-Denis, en est l'illustration parfaite », poursuit la directrice adjointe de l'Apur. L'installation, conçue pour répondre à un besoin urgent de piscines dans la région, devrait non seulement « combler un vide dans les infrastructures sportives locales, mais également contribuer à promouvoir la santé et le bien-être des habitants », développe-t-elle.*

## **Un héritage pour le département de la Seine-Saint-Denis**

*« L'impact des Jeux Olympiques de 2024 sur l'aménagement de la Seine-Saint-Denis est indéniable. Au-delà des 30 jours de compétition, ce qui nous intéresse, ce sont les 30 ans à venir et l'héritage conséquent, tant sur le plan matériel qu'immatériel, qu'ils laisseront sur le territoire », nous explique le département de la Seine-Saint-Denis.*

Classé au 103ème rang sur 105 en France en termes d'équipements sportifs, le département était confronté à un besoin criant d'investissements dans ce domaine. Avec seulement 16,2 équipements sportifs pour 10 000 habitants, la Seine-Saint-Denis était en retard par rapport à la moyenne nationale.

Près de 80 % des investissements réalisés par la Solideo vont ainsi profiter à la Seine-Saint-Denis. *« Grâce à cet événement, 8 piscines ont été construites ou rénovées, offrant ainsi à la population un accès facilité à la pratique de la natation. De plus, 11 gymnases et stades sportifs ont été créés ou rénovés, permettant d'entamer le rattrapage en la matière et de répondre à une demande croissante en matière d'infrastructures sportives de qualité », poursuit-il.*

Au-delà de l'aspect purement sportif, ces investissements contribuent également à dynamiser le territoire et à améliorer la qualité de vie des habitants. *« La transformation du Village Olympique en éco-quartier constitue une démarche innovante qui favorise le développement durable et la préservation de l'environnement, tout en offrant des espaces de vie agréables et fonctionnels », se réjouit le département, qui, en parallèle des Jeux, bénéficiera du Grand Paris Express. « Ces deux initiatives se complètent et contribuent ensemble à transformer radicalement le paysage urbain et les modes de déplacement dans le département », ajoute-t-il.*

# LES JO DE PARIS 2024, UN ACCÉLÉRATEUR DE TRANSFORMATION URBAINE ?

Par exemple, la ligne 14, qui sera prolongée jusqu'à la future Gare Saint-Denis Pleyel, répond aux besoins spécifiques des Jeux Olympiques, mais *« elle s'inscrit également dans une perspective plus large d'amélioration de la mobilité quotidienne des habitants »*.

Par ailleurs, *« pendant les Jeux eux-mêmes, des voies dédiées ont été aménagées pour garantir une bonne circulation pour les athlètes, les journalistes et les membres de la famille olympique »*, précise quant à elle la directrice adjointe de l'Apur.

## L'engagement du département dans la planification urbaine

Le rôle du département dans la planification et la conception des aménagements urbains liés aux Jeux Olympiques a été crucial. Sa représentation au sein des instances décisionnelles a permis de défendre efficacement les intérêts du territoire et de garantir un héritage positif et durable.

*« Durant tout le processus de préparation des Jeux Olympiques, nous avons observé une mobilisation exceptionnelle des acteurs publics, avec une collaboration étroite entre l'État, la Ville de Paris, la région Île-de-France et les collectivités locales. La Solideo, en particulier, a joué un rôle central, en réunissant ces différents acteurs autour d'un objectif commun : la livraison en temps et en heure des ouvrages olympiques, malgré les défis posés par la pandémie et par un contexte économique incertain »*, indique le département.

*« Cette gouvernance exemplaire, bien que parfois sujette à des désaccords, a permis d'afficher un haut niveau d'ambition dans tous les domaines, que ce soit en termes sociaux avec l'intégration de clauses sociales, mais aussi en termes environnementaux et urbains »*, développe-t-il.

En effet, pour garantir la durabilité des infrastructures, une série de mesures a été mise en place, dont une réduction de 45 % de l'impact carbone sur l'ensemble du cycle de vie des bâtiments.

*« Les infrastructures du Village Olympique présentent une réduction significative de leur empreinte carbone, témoignant de l'engagement en faveur de la durabilité environnementale »*, détaille le département.

Cela comprend également l'établissement d'un réseau de chaleur pour une régulation thermique efficace, l'utilisation de matériaux à faible empreinte carbone et d'origine biosourcée, ainsi que le recours massif au bois provenant de forêts françaises.

## Quel impact sur l'accession au logement ?

Ces projets urbains devraient ainsi avoir *« un impact significatif »* sur l'accession au logement, les prix de l'immobilier et la mixité sociale, se réjouit le département.



## **Respirer un air plus pur avec les dalles de moquette des collections Airmaster de Tarkett**

La qualité de l'air intérieur est devenue une préoccupation majeure. Une personne passant en moyenne 90% de son temps en intérieur, le choix de matériaux de qualité est essentiel. Découvrez comment nos collections de dalles de moquette AirMaster® contribuent à rendre l'air que vous respirez plus sain. Cette nouvelle collection illustre le Tarkett-Human Conscious Design®, l'engagement de Tarkett de créer des revêtements de sol qui sont bons pour l'Homme et la planète.

### **Des solutions pour un air plus pur**

Les collections uniques de dalles de moquette AirMaster® de Tarkett capturent les poussières fines telles que les allergènes, les polluants et les composés organiques volatils (COV) dans vos intérieurs et aident à purifier l'air. Cette technologie unique est le fruit d'années de recherche et de développement, garantissant une rétention des poussières fines au sol 4 fois plus efficace qu'une moquette classique.

### **Des couleurs pastel réunies avec des performances optimales**

En plus de leurs performances en matière de qualité de l'air, les dalles de moquette AirMaster® offrent un large éventail de designs et de style pour s'adapter à tous les espaces. Que vous recherchiez une ambiance moderne, classique ou audacieusement colorée, les collections AirMaster de Tarkett répondent à toutes les exigences esthétiques.





**Le plus grand chantier urbain de France est réparti sur plusieurs communes de Seine-Saint-Denis. Il s'agit d'une véritable ville nouvelle comprenant des ouvrages réalisés pour organiser un évènement mondial : les Jeux Olympiques de Paris 2024. Un espace d'une quarantaine d'hectares hébergera ainsi des milliers d'athlètes et accompagnants participant à la compétition. Le complexe accueillera par la suite, à partir de 2025, des logements familiaux, dont 25 % de logements sociaux, des logements pour étudiants, des commerces mais aussi des bureaux, ainsi que des services.**

À l'inverse de pays comme la Chine, ayant misé par le passé sur l'effet monumental des constructions olympiques et des signatures des architectes œuvrant pour les installations, en France, l'ensemble des réalisations architecturales préfèrent la sobriété.

Un chantier titanesque, des équipes à pied d'œuvre, et surtout un très grand nombre d'ouvriers pour cette fameuse ville dont la France héritera une fois que les Jeux Olympiques seront terminés. Pour mieux comprendre les tenants et les aboutissants d'un énorme chantier qui a occupé divers professionnels pendant plusieurs années, Batiweb est allé à la rencontre de plusieurs

agences d'architecture qui, chacune à sa manière, a participé à cette aventure.

## **Des projets « héritage »**

Anne Pezzoni, l'une des associées d'archi 5, l'agence d'architecture établie à Montreuil précise qu'il y avait, dès le départ, une démarche intelligente et une volonté de continuer après les Jeux Olympiques avec une ville complète ayant toutes les commodités.

Telle est la logique appliquée pour le complexe sportif Yves-du-Manoir, à Colombes (Hauts-de-Seine). Selon les équipes d'OLGGA Architectes, qui ont travaillé

sur le plan masse - avec Celnikier & Grabli Architectes et MCPaysages - du stade départemental Yves-du-Manoir et architectes du bâtiment B, dédié à la pratique du rugby et du football (vestiaires et tribune), comme il s'agissait d'un « projet héritage, il fallait être à la fois précis et concis ».

Rappelons qu'il s'agit d'un lieu emblématique qui va accueillir les Jeux Olympiques pour la deuxième fois de son histoire. Ces installations répondent aux besoins du Département, de la Fédération française du hockey et de son centre national d'entraînement, mais aussi aux diverses exigences des publics scolaires et universitaires, des associations et des clubs sportifs, notamment du Racing Club de France Football 92 et du Racing Club de France Rugby.

Quant à l'agence d'architecture CoBe, dont le rôle a consisté à coordonner les sept projets architecturaux du lot E mais aussi à réaliser les trois bâtiments du lot E2B du Village des Athlètes, « ce projet s'éloigne des ZAC individualistes et promeut une cohérence urbaine et globale. Le fil rouge de notre travail consistait à garder l'ADN du village olympique perçu par Dominique Perrault ». Retenons que l'on doit à ce dernier le schéma directeur du Village des athlètes.



Stade départemental Yves-du-Manoir - Crédits photo : OLGGA Architectes



**« C'était un travail en flux tendu sur moins de 2 ans pour la phase de conception, avec une phase chantier qui a duré un peu plus de 3 ans. Nous avons un timing très serré. Je n'ai jamais vécu un projet aussi complexe et rapide à la réalisation. On sentait qu'il fallait être disponible tout le temps. Finalement, on est tous fiers d'avoir livré ce projet pour les Jeux Olympiques »**

*Alexis Charlot-Etienne,  
architecte et directeur de projet*

## Des constructions neuves...

Concernant l'un des bâtiments neufs du stade départemental Yves-du-Manoir, confié à OLGGA, des vestiaires situés au premier étage ont été demandés. Guillaume Grenu, l'un des associés, et Elise Renard, l'architecte qui a suivi le projet, nous expliquent que l'ensemble se situe en zone inondable. Ainsi, il est interdit de construire dans de telles zones, sauf pour des équipements sportifs. Après plusieurs études sur le terrain, les architectes ont maintenu les vestiaires au rez-de-chaussée. Le bâtiment est très long mais à la fois discret, il s'insère dans le paysage et ne fait qu'un avec son voisinage. Ceci est



# LES DÉFIS DES ARCHITECTES DES JEUX OLYMPIQUES DE PARIS 2024

dû entre autres à la toiture végétalisée qui sert en même temps de gradin.

« *Les travaux étaient challengeants* » selon les architectes, qui ont mis tout en œuvre, en lien avec chacun de leurs partenaires, pour que le département des Hauts-de-Seine soit au rendez-vous de cet événement historique. Livré avec quelques semaines d'avance sur le planning, cet équipement exemplaire va connaître une nouvelle destinée olympique. Il servira ensuite à la population, puisqu'il sera ouvert après la fin de la compétition.

Alexis Charlot-Etienne, précise à son tour concernant le Village des athlètes : « *Il fallait, en premier lieu, composer avec l'existant, définir comment on allait connecter notre projet avec le quartier du vieux Saint-Ouen mais aussi avec les autres volumes du Village des athlètes ainsi qu'avec le carrefour Pleyel, futur hub tertiaire. Notre projet s'inscrit entre deux échelles et il fallait réfléchir à cette couture urbaine* ».

Connecter un cœur de ville ouvrier à un futur projet très métropolitain avec des grandes échelles très denses était donc la priorité de CoBe. « *La matière et les teintes prenaient part à ce jeu ainsi que l'histoire du site et la connexion à la Seine, une relation perdue au fil de l'histoire que la ville de Saint-Ouen souhaitait rétablir* ». Après la ZAC des docks, la réhabilitation de la Cité du cinéma, vient ainsi la volonté des architectes de CoBe de s'inscrire dans la partie industrielle avec la présence de plusieurs matériaux allant de la terre cuite jusqu'au métal.

L'agence Erik Giudice Architects connaît également bien le Village des Athlètes. Elle était coordinatrice architecturale de l'ensemble des équipements du secteur olympique de l'écoquartier fluvial (Ilot PE) et mandatée pour la conception de deux bâtiments (PE2 et PE5) accueillant des logements pour les athlètes, le tout situé sur l'Île-Saint-Denis.



Ensemble PE5 du Village des athlètes  
Crédits photo : Erik Giudice Architects

Deux entités ont travaillé ensemble, tout en octroyant à chacune une identité à part entière, précise Erik Giudice, fondateur de l'agence : « *La spécificité de la construction du PE2 se résume dans sa réalisation hors-site avec un système constructif poteaux/poutres sur une base en béton avec une cage d'escalier en béton, qui sert à stabiliser la structure de huit étages. Puis nous venons empiler des volumes qui contiennent chacun une chambre déjà prête et terminée de l'intérieur. On vient habiller par la suite l'ensemble, avec une façade appliquée sur place qui fait en sorte que le système modulaire se trouvant derrière soit invisible* ».



# AUTUN, UN REFUGE POUR LES PARISIENS EXPULSÉS DURANT LES JO ?



Alors que les JO de Paris 2024 arrivent à grands pas, les touristes sont parfois davantage privilégiés que les habitants de la capitale. Ces derniers sont de plus en plus expulsés par leurs propriétaires, qui privilégient la location saisonnière, et ce à prix d'or. Face à cette situation, la ville d'Autun, en Bourgogne, tend à devenir à un refuge.

On croyait l'exode des Parisiens vers la province fini depuis la fin du Covid-19. Il semble qu'il se poursuit avec l'arrivée des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Environ 15 millions de touristes sont attendus à Paris pendant les Jeux, entre le 26 juillet et le 11 août.

Conséquences : un parc hôtelier saturé et hors de prix, et un recours aux locations privées de courte durée, notamment via la plateforme Airbnb. De quoi aiguïser les appétits de propriétaires, qui donnent congé à leurs locataires pour relouer à meilleur tarif. Un phénomène qui, bien qu'illégal, explose, a confirmé l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil) de Paris, sans donner de chiffres.

Face à ce constat, la Ville d'Autun (Saône-et-Loire), situé au coeur du Morvan, a lancé, début mars, une campagne visant à attirer les Parisiens expulsés.

**1 000 logements sont vides, sur un total de 8 500, selon le maire d'Autun**

« *Votre propriétaire vous met dehors ? Une belle occasion d'aller voir ailleurs* », lit-on dans un visuel diffusé par la mairie d'Autun sur X. Le slogan est accrocheur, accompagné d'une photo en arrière-plan de la ville bourguignonne, avec sa cathédrale nichée au pied des collines verdoyantes du Morvan.



**Les chantiers olympiques touchent bientôt à leur fin, à l'approche des JO de Paris 2024 qui se tiendront cet été. La Seine-Saint-Denis a reçu la majeure partie des financements consacrés à ces ouvrages. Ces derniers devraient profiter à la population, notamment d'un point de vue logement et redynamisation urbaine au sens large. Décryptage.**

« *Territoire de 1,6 million d'habitants* », ayant accueilli « *vagues migratoires successives* » et « *laissée exsangue par la désindustrialisation enclenchée à la fin des années 1960* ». Voilà comment Alexandre Marchand, Amélie Baron et Maryam El Hamouchi, journalistes à l'AFP, décrivent la Seine-Saint-Denis dans un reportage.

Un département prolétaire qui devient pourtant le principal écrin des chantiers olympiques. Le Stade de France et le Centre Aquatique de Saint-Denis, le parc des expositions de Villepinte et le site d'escalade du Bourget : quatre sites accueilleront les compétitions des Jeux Olympiques de Paris 2024. Sans compter le Village des Athlètes, implanté à l'intersection entre Saint-Denis, Saint-Ouen-Sur-Seine et l'Île-Saint-Denis.

Autant dire que la Seine-Saint-Denis compte énormément sur l'événement pour se revitaliser, tant au niveau réputation sociale, qu'au niveau urbanisme. Mais le défi est-il relevé, alors que la crise du logement bat son plein, particulièrement en région parisienne ?

## **Plus de tertiaire, plus de transports, plus d'équipements publics...**

Interrogée par les journalistes de l'AFP, Samia Achoui, habitante de la cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis, ne l'entend pas de cette oreille. Situé à 500 mètres du Stade de France, le quartier devra se contenter « *du bruit des applaudissements* », les billets étant trop chers.



# LA STATION DE DÉPOLLUTION DES EAUX PLUVIALES À CHAMPIGNY PRÊTE POUR LES JO

DOSSIER  
SPÉCIAL



**Le gouvernement et les collectivités impliquées ont inauguré, le 23 avril, la station de dépollution des eaux pluviales (SDEP) à Champigny-sur-Marne, ouvrage clé du plan baignade qui doit permettre la bonne tenue des épreuves olympiques dans la Seine, avant l'ouverture de sites au grand public dès 2025.**

Dans le Val-de-Marne, au sud-est de Paris, la station de dépollution de Champigny-sur-Marne retiendra et nettoiera jusqu'à 700 litres par seconde d'eaux pluviales du territoire, chargées de déchets et bactéries qu'elles emportent dans leur ruissellement, avant de les rejeter dans la Marne.

Pouvoir se baigner dans la Marne et dans la Seine est « *un des rendez-vous du siècle* », a assuré la ministre des Sports Amélie Ouéda-Castéra le 23 avril, à l'occasion de l'inauguration de la station. « *Nous sommes prêts, en temps et en heure, à J-94* » des Jeux olympiques, et « *nous serons aussi au rendez-vous de notre héritage* », a-t-elle affirmé.

## **Une annulation des épreuves en cas d'épisode orageux**

Le principal affluent de la Seine se jette quelques kilomètres plus loin dans ce fleuve des Jeux Olympiques 2024, qui doit accueillir la cérémonie d'ouverture le 26 juillet, puis des épreuves de natation, de marathon et de triathlon.

Ces dernières donnent des sueurs froides aux organisateurs, la propreté du fleuve dépendant fortement de la météo. En effet, un cas de gros épisode orageux les jours précédant les épreuves, entrainerait une évacuation dans le fleuve du mélange d'eaux pluviales et usées, et les épreuves pourraient être décalées, voire annulées.



**>> LIRE LA SUITE**



# JO DE PARIS 2024 : LES TRAVAUX COMMENCENT POUR LA PISTE D'ATHLÉTISME

DOSSIER  
SPÉCIAL



**Petite originalité pour la piste d'athlétisme des Jeux Olympiques de Paris 2024 : le revêtement choisi sera violet, et en partie composé de coquilles de moules. Alors que l'installation commence au Stade de France, 13 000 m<sup>2</sup> devront être posés d'ici le 1er juin.**

À deux mois des Jeux Olympiques de Paris 2024, la piste d'athlétisme du Stade de France, à Saint-Denis, se pare de violet.

Pour la première fois, les organisateurs des JO de Paris 2024 ont souhaité « *sortir un tout petit peu du cadre, avoir une approche créative en se détachant des couleurs habituelles qui sont l'ocre, le terracotta* », explique Alain Blondel, responsable des épreuves d'athlétisme et de para-athlétisme au Comité d'organisation (Cojo).

Le violet fait partie, avec le vert et le bleu, des trois couleurs associées aux Jeux de Paris, et adoptées dans l'ensemble des sites de compétition.

« *La teinte met en valeur les athlètes. La piste est une scène où les athlètes vont se produire* », estime Alain Blondel.

Le revêtement sportif a été conçu par une entreprise du Piémont italien, Mondo, qui est une référence des équipements sportifs, et comptabilise avec Paris 2024, sa contribution à 13 éditions des Jeux Olympiques.

## **13 000 m<sup>2</sup> de revêtements à poser**

En tout, 13 000 m<sup>2</sup> de revêtements doivent être posés, soit 1 000 rouleaux d'une largeur d'1 m50, nécessitant pas moins de 2 800 pots de colle.

Pour la pose de ce revêtement, des techniciens italiens ont été dépêchés à Saint-Denis. Ces derniers doivent respecter le niveau de planéité imposé par la fédération internationale d'athlétisme.



**>> LIRE LA SUITE**

### LA SORTIE DE TOIT

- Étanchéité en toiture garantie
- Esthétique parfaite
- En neuf comme en rénovation

### LE CONDUIT DE CHEMINÉE

- Bonne évacuation des fumées
- Meilleur rendement de l'appareil
- Sécurité de l'installation

**Vous aimez le chauffage bois ?**  
Profitez-en à 100% avec la référence du conduit de cheminée.

## CHEMINÉES POUJOLAT, TOUJOURS LE PREMIER CHOIX !

Fabricant français et leader européen, Cheminées Poujoulat est le premier choix des consommateurs qui veulent le meilleur pour leur installation de chauffage en termes de sécurité, de performance, de qualité et d'esthétique.

FABRICANT FRANÇAIS  
DEPUIS 1950

**cheminées  
Poujoulat** 

[poujoulat.fr](http://poujoulat.fr)





## Le décret sur la simplification de MaPrimeRénov' publié au Journal officiel

**Le décret précisant les premiers contours de la simplification de MaPrimeRénov' est enfin paru au Journal officiel. On y retrouve l'éligibilité temporaire accordée pour les travaux dits « par geste », promise par le gouvernement à la CAPEB et à la FFB.**

Chose promise, chose due. Le décret relatif à la simplification de la réforme de MaPrimeRénov' a été publié au Journal Officiel, le 22 mars au matin, à l'issue d'un engagement du gouvernement pris le 15 février dernier.

Les présidents de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) et de la Fédération française du bâtiment (FFB) avaient rencontré à cette date le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, et le ministre délégué au Logement, Guillaume Kasbarian.

Deux heures de discussion ont permis de définir des axes de simplification. On retrouve notamment un assouplissement

du « *tout rénovation globale* », sur lequel misait la réforme de MaPrimeRénov', annoncée en octobre dernier.

### **Une éligibilité temporaire accordée pour les travaux dits « par geste »**

Le texte réglementaire tout juste paru aménage ainsi une éligibilité « *transitoire* » pour l'aide à la rénovation énergétique lors de travaux simples, dits par « *geste* ». Cette prolongation court jusqu'au 31 décembre 2024, qu'importe l'étiquette du logement, y compris pour les passoires thermiques.





## Rénovation énergétique : le décret sur l'éco-PTZ publié

**Depuis le 1er avril, la prorogation de l'éco-PTZ et la modification des conditions d'octroi sont appliquées. Des évolutions indiquées dans un décret publié au Journal officiel le 31 mars dernier.**

Suite au projet de loi de finances (PLF) 2024 et à la réforme de MaPrimeRénov' (MPR) exposés à l'automne, le décret relatif à l'évolution de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) est paru au Journal Officiel, le 31 mars.

Pour rappel, l'éco-PTZ vise à financer le reste à charge des travaux de rénovation énergétique. « *En 2023, plus de 105 000 projets ont été financés avec un éco-PTZ, ce qui constitue la meilleure année depuis le lancement du dispositif en 2009 et un quadruplement par rapport à 2017* », lit-on dans un communiqué du ministère de la Transition écologique.

### Des plafonds et conditions d'octroi révisés

Le texte proroge l'éco-PTZ jusqu'au 31 décembre 2027, prévoit une revalorisation des plafonds de financement, et plus largement ses conditions d'attribution. Ce qui concrétise une expérimentation menée depuis 2020.

Ainsi, depuis le 1er avril, l'octroi de l'éco-PTZ couplé à MaPrimeRénov' s'élève jusqu'à 50 000 €, contre 30 000 € au maximum jusqu'ici. « *Cette évolution permet à tous les ménages de financer leur reste à charge grâce à un éco-PTZ simplifié dans le cadre de leur Parcours Accompagné MaPrimeRénov* », justifie le ministère.



PODCAST

&gt;&gt; LIRE LA SUITE

## Le projet de loi contre l'habitat dégradé définitivement adopté

**Le Parlement français a définitivement adopté un projet de loi visant à lutter contre l'habitat dégradé. Ce texte, consensuel, vise à soutenir les copropriétés en difficulté et à lutter contre les marchands de sommeil.**

Alors que près de 1,5 million de logements sont considérés comme dégradés en France selon l'exécutif, « *ce projet de loi offre des mesures pragmatiques et opérationnelles pour améliorer durablement la situation de familles qui connaissent des conditions de vie inacceptables* », a déclaré le ministre délégué au Logement, Guillaume Kasbarian.

Le texte prévoit notamment de faciliter le lancement de travaux préventifs dans les logements fragiles afin d'éviter une dégradation irrémédiable nécessitant une démolition ultérieure.

En outre, le projet de loi instaure une nouvelle procédure d'expropriation des logements frappés par un arrêté de péril ou d'insalubrité. Il propose également un

prêt global collectif pour améliorer l'accès au crédit des copropriétés, avec une garantie publique.

Les maires seront également autorisés à faire réaliser un diagnostic structurel des immeubles en zone d'habitat dégradé, y compris dans les centres-villes anciens. « *Ce texte est très attendu par les élus qui veulent agir au plus vite* », a d'ailleurs souligné Amel Gacquerre, sénatrice centriste et rapporteure de ce texte.

Le projet de loi contient également un volet visant à renforcer les sanctions pénales contre les marchands de sommeil, ces propriétaires louant des logements indignes.



PODCAST

[» LIRE LA SUITE](#)





A VENDRE

## Passoires thermiques : l'impact de la loi Climat et Résilience se fait sentir

**Une étude réalisée par SeLoger révèle que l'impact de la loi Climat et Résilience commence à se faire sentir sur le marché immobilier. Le nombre de passoires thermiques mises en vente a notamment baissé de près de 12 % depuis le 1er janvier 2023.**

Selon une étude SeLoger, le nombre de passoires énergétiques mises en vente ou en location aurait baissé depuis l'entrée en vigueur de la loi Climat et Résilience.

Promulguée en août 2021, la loi Climat et Résilience interdit progressivement la location des logements les plus mal classés à l'échelle du diagnostic de performance énergétique (DPE). L'objectif : inciter les propriétaires bailleurs à entreprendre des travaux de rénovation énergétique.

Depuis le 1er janvier 2023, cette interdiction s'applique pour les logements les plus énergivores, classés G+. Elle s'étendra ensuite aux logements G en 2025, F en 2028, puis E en 2034.

### Près de -12 % de passoires thermiques mises en vente

Si la mise en vente de passoires thermiques s'est accélérée lors de l'adoption de la loi, le nombre de logements de ce type mis sur le marché a ensuite nettement régressé, note SeLoger. Ainsi, depuis le 1er janvier 2023, le nombre de mises en vente de logements classés F et G a baissé de 11,8 %.

Selon SeLoger, cette diminution s'explique notamment par les travaux engagés par les propriétaires, alors que 32 % d'entre eux affirment avoir réalisé des travaux en 2023.



PODCAST

>> LIRE LA SUITE





## Lancement d'une tournée sur les aides à la rénovation

**Le 19 avril marque le début de la « tournée France Rénov' », organisée par l'État à la demande de l'Anah. Réunissant différents acteurs du bâtiment et conseillers France Rénov', l'événement se déplacera dans chaque ville pour sensibiliser les particuliers à la rénovation énergétique.**

À Chartres, l'État organisait, du 19 avril au 20 avril, la première étape de la « tournée France Rénov' ».

L'événement a été impulsé par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), distribuant les aides à la rénovation énergétique, comme MaPrimeRénov'.

### **De la Capeb à Chartres Rénov'Habitat, différents espaces d'information déployés**

La campagne consiste à déployer des stands d'information sur la place centrale de Chartres, avec pour thématique la rénovation énergétique des logements.

Composé de deux tiny houses et de petites maisons déplaçables, ce village de la rénovation accueille divers acteurs du secteur : la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), le réseau Soliha, ou encore la répression des fraudes (DGCCRF). Y seront également présents les conseillers du guichet unique de la métropole France Rénov', mais également Chartres Rénov'Habitat. Ce dernier fait partie des guichets uniques France Rénov', et propose durant la tournée des prises de vue aériennes thermographiques du logement.


# La gestion de vos leads est un vrai **casse-tête** ?

Ne ratez plus l'opportunité d'améliorer votre relation avec vos clients

DÉCOUVREZ

**batiweb**  
Solutions Clients

  
Mise à disposition d'un service client dédié

  
Prise en charge sur-mesure de vos leads

  
Transforme votre service client en avantage concurrentiel



Faites de la gestion de leads **la clé**  de vos opportunités d'affaires !

CONTACTEZ-NOUS



## Crise du logement : 800 communes bientôt reclassées comme « zones tendues »

Alors que la crise du logement sévit toujours en France, les ministres du Logement et de l'Économie annoncent que 800 communes supplémentaires seront reclassées comme « zones tendues », permettant ainsi à davantage de Français d'accéder au prêt à taux zéro (PTZ) ou au logement locatif intermédiaire.

En octobre dernier, le gouvernement avait reclassé 154 communes comme « zones tendues » dans le contexte de crise du logement. Parmi les villes concernées : Brest, Le Mans, Cholet, Lorient, Vannes, ou encore Colmar.

Près de six mois plus tard, le ministre délégué au Logement et le ministre de l'Économie ont annoncé vouloir élargir cette classification à 800 communes supplémentaires, afin de « répondre à la crise du logement ».

Ce reclassement doit permettre aux communes concernées d'avoir « accès à des dispositifs pour produire davantage de logements abordables, en location ou en

accession à la propriété », ont expliqué les ministres Guillaume Kasbarian et Bruno Le Maire dans un communiqué commun.

### Un reclassement qui devrait bénéficier à 3,5 millions de Français

En tout, 3,5 millions de Français habitant dans ces communes devraient pouvoir bénéficier de ces dispositifs d'aide pour accéder à un logement. Dans le détail, 1,8 million de personnes supplémentaires pourraient notamment devenir éligibles au prêt à taux zéro (PTZ) dans le neuf.



## 424 projets d'envergure vont être exemptés de ZAN

**Le ministère de la Transition écologique vient de communiquer la liste des projets d'envergure nationale et européenne destinés à être exclus du dispositif ZAN. 12 500 hectares seront consacrés à ces projets. Une souplesse qui doit permettre aux élus locaux de concilier transition écologique et développement économique et territorial.**

De nombreux projets d'envergure nationale ou européenne vont être exemptés du ZAN. Il a été décidé que ce dispositif, qui vise à réduire la bétonisation des terres naturelles, ne concernera pas 424 projets, retenus comme étant des projets d'envergure nationale ou européenne. Cette décision fait suite à une volonté du gouvernement de laisser suffisamment de foncier pour l'industrie.

Le texte de loi sur le ZAN prévoit de diviser par deux les nouvelles surfaces artificialisées entre 2021 et 2031, de 250 000 hectares à 125 000 hectares. L'objectif final étant d'atteindre zéro artificialisation nette des sols en 2050. Sur ces 125 000 hectares, 12 500 seront consacrés à ces projets d'envergure.

### 424 projets retenus

Au total, ce sont 750 projets qui ont été proposés. Sur ces derniers, seuls 424 ont été retenus. Ces projets ont ensuite été répartis dans deux listes. La liste 1 recense les projets dont les caractéristiques sont bien définies et dont le calendrier est relativement certain. La liste 2 identifie les projets pour lesquels les informations disponibles à ce jour ne permettent pas leur inscription en liste 1, notamment au regard d'incertitudes quant à leur nature, la réalisation effective du projet ou la consommation d'espaces qu'ils emportent sur la période 2021-2031.

## La part d'artisans du bâtiment ayant rencontré des difficultés psychiques augmente

La CAPEB, la CNATP, et l'IRIS-ST publient les résultats de leur 10ème baromètre « ArtiSanté ». En 2023, la charge administrative est toujours plus pesante et stressante pour les chefs d'entreprise artisanale du bâtiment. Ils sont par ailleurs de plus en plus confrontés à des difficultés psychiques (+8 points en un an), bien que plus nombreux à prendre des vacances.

Pour la 10ème année consécutive, la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), la Chambre nationale de l'artisanat des Travaux publics et du Paysage (CNATP) et l'Institut de Recherche et d'Innovation en Santé et en Sécurité au Travail (IRIS-ST) dévoilent les résultats de leur baromètre « ArtiSanté », s'intéressant à la



santé physique et mentale des artisans du bâtiment et du paysage.

Cette année encore, les résultats de l'enquête confirment le poids de la charge administrative pour les chefs d'entreprise artisanale, s'accroissant avec le nombre de salariés.



>> LIRE LA SUITE

## Féminiser les métiers du BTP : les solutions d'un cabinet de chasseur de têtes



Les métiers du BTP sont en tension et peinent à attirer et retenir les talents féminins. D'après les derniers chiffres du Ministère du Travail, au troisième trimestre 2023, on dénombrait 26 908 postes vacants pour ce secteur. Une sous-représentation qui se fait d'autant plus sentir dans des métiers comme celui de conducteur de travaux, où la féminisation ne dépasse pas les 2 %.

À l'occasion de la Journée de la Femme, qui a eu lieu le 8 mars dernier, Headhunting Factory, le cabinet de chasseurs de têtes spécialisé dans les postes pénuriques cadres et non cadres, a publié son rapport sur leur situation dans le secteur du BTP.

Selon le document, seulement 12 % des candidats approchés sont des femmes entre 2021 et 2023. Le métier de conducteur de travaux, l'un des plus pénuriques et opérationnels du secteur, ne compte que 5 % de femmes selon l'Observatoire du BTP en 2018, et ce chiffre est encore plus bas selon l'étude d'Headhunting Factory, avec seulement 2 % de candidates.



>> LIRE LA SUITE



## Chauffage : les Français connaissent mal les équipements et les aides

**Deux ans après une première enquête, le spécialiste du chauffage Rothelec publie les résultats d'une seconde étude permettant de comparer l'évolution sur 24 mois. Bilan : les Français connaissent de plus en plus mal les systèmes de chauffage et les aides existantes.**

Fidèle à son habitude, Rothelec, spécialiste du chauffage électrique, publie les résultats d'une nouvelle enquête sur les Français et le chauffage.

Il s'agissait cette fois-ci de comparer les résultats de deux enquêtes, l'une menée en avril 2022, et l'autre en mars 2024, portant sur la façon dont les Français choisissent leur système de chauffage.

Malgré la guerre en Ukraine, la crise énergétique, et la volonté du gouvernement de réduire la dépendance de l'Hexagone vis-à-vis du gaz, ce combustible reste le premier utilisé par les Français pour se chauffer.

En deux ans, le pourcentage a très légèrement baissé de deux points, passant

de 40 % en avril 2022 à 38 % en mars 2024. Il en va de même pour le fioul, passé de 11 % à 9 %.

Côté électricité, la baisse est encore moins marquée, avec seulement -1 point, portant à 35 % le nombre de Français utilisant ce mode de chauffage.

Inversement, le pourcentage de Français se chauffant au bois ou au granulé a quasiment doublé, passant de 6 % à 11 %. Preuve du succès des modes de chauffage recourant aux énergies renouvelables, le solaire gagne également deux points, passant de 5 % à 7 %.





# FENÊTRES POUR TOITS PLATS

## **Les fenêtres de toits plats FAKRO : une excellente source de lumière naturelle**

**FAKRO propose une large gamme de fenêtres pour toits plats afin de répondre aux différents besoins des clients. Elles constituent la solution parfaite pour l'éclairage naturel intérieur lorsqu'il n'est pas possible d'installer des fenêtres verticales. Elles sont fabriquées à partir de matières premières de la plus haute qualité, en utilisant des techniques innovantes.**

L'un des principaux avantages de nos fenêtres est leur haute performance en matière d'isolation thermique, ce qui est important pour l'environnement naturel et pour nos portefeuilles. Les versions à ouverture manuelle ou électrique permettent d'aérer la pièce, tandis que les modèles fixes sont destinés aux pièces où la priorité est d'apporter de la lumière naturelle.

Ce qui distingue nos fenêtres pour toits plats :

- Les formes de profilés de nos fenêtres spécialement conçues augmentent la surface vitrée de 16% par rapport aux solutions concurrentes. Les fenêtres FAKRO créent des intérieurs confortables, lumineux, spacieux et harmonieux.
- Les vitrages de nos fenêtres sont résistants à la grêle et possèdent la classe de résistance aux chocs la plus élevée. Elles se caractérisent par une réaction au feu de classe B très élevée, conformément à la norme PN-EN 13501-1, ce qui minimise le risque de propagation du feu.
- Elles empêchent les pertes de chaleur en hiver et la pénétration excessive de la chaleur en été. Leurs excellentes performances d'isolation nous permettent de réduire la consommation d'énergie nécessaire au chauffage des locaux...

**>> LIRE LA SUITE**



## **I** CONJONCTURE

### **De janvier à février, les permis de construire de logements continuent de baisser**

Les chiffres de la construction se poursuivent sur la tendance baissière notée depuis ces derniers mois. Certes, entre janvier et février, les mises en chantier rebondissent de 15 %, mais les permis de construire, eux, flanchent de 4 %. Sans compter les évolutions annuelles et trimestrielles, qui livrent un bilan plus nuancé.

Alors que 373 100 permis de construire de logements ont été enregistrés en 2023, passant en dessous de la barre des 400 000, le bilan enregistré par le ministère de la Transition écologique entre mars 2023 à février 2024 n'est guère mieux.

#### **364 800 logements ont été autorisés à la construction sur les 12 derniers mois...**

En effet, sur cette période, 364 800 logements ont été autorisés à la construction. Soit une baisse de 21,8 %

que lors des 12 mois précédents (101 900 de moins), voire -21 % par rapport aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020). Dans l'individuel, les volumes d'autorisations retombent à 133 300 unités (42 500 en moins, -24,2 %). « Elles sont 29 % en dessous de la valeur d'avant-crise et atteignent leur niveau le plus bas depuis le début de l'observation de la série en 2000 », commente le ministère.

Le recul est présent aussi bien dans l'individuel pur (-25,9 %) que le groupé (-20,4 %).



**>> LIRE LA SUITE**





## I CONJONCTURE

# Construction et bâtiment : les défaillances se poursuivent au 1er trimestre 2024

Altarex publie les derniers résultats concernant les défaillances d'entreprises au premier trimestre 2024. Impactés par l'inflation et les taux des crédits immobiliers, les secteurs de l'immobilier, de la construction et du bâtiment continuent de pâtir de la mauvaise conjoncture, entraînant de nombreuses défaillances.

Entre janvier et mars 2024, 17 000 défaillances d'entreprises ont été enregistrées, soit +19,4 % par rapport à un an plus tôt.

« Au terme de ce premier trimestre, le nombre des défaillances d'entreprises augmente encore et la barre symbolique des 60 000 défauts sur 12 mois a été franchie en février pour la première fois depuis l'été 2016 », note Thierry Millon, directeur des études Altarex.

Si les défaillances restent marquées au premier trimestre 2024, Altarex souligne toutefois un léger ralentissement, alors

qu'une hausse de 36 % avait été enregistrée le trimestre précédent.

### La crise du logement impacte les défaillances

Dans le détail, certains secteurs continuent de pâtir particulièrement de ces défaillances. C'est notamment le cas de l'immobilier, qui connaît une crise avec une remontée sans précédent des taux des crédits immobiliers ces deux dernières années, bien que les taux repassent aujourd'hui sous la barre des 4 %.



>> LIRE LA SUITE



## 2023, une année « pas évidente » pour les industries de la peinture

L'année 2023 n'a pas été tendre pour les industries de la peinture. Si l'inflation s'est stabilisée, le prix de l'électricité et des intrants ont impacté les affaires. En particulier dans le bâtiment, où les ventes en valeur ont reculé de 2,5 %. Le point dans la dernière conjoncture de la FIPEC.



Après une année 2022 résiliente, la Fédération des Industries des Peintures, Encres, Couleurs, Colles et Adhésifs, Préservation du Bois (FIPEC) fait état d'une année 2023 « pas évidente », pour reprendre les mots de son président, Jacques Menicucci.

Après un bond de 239 % en 2021, de 153 % en 2022, les prix de l'électricité sur le marché du gros descendent de 65 % en 2023. Les tarifs demeurent entre deux et trois fois supérieurs aux niveaux d'avant-crise.

Il faut dire que la crise énergétique n'a pas été tendre avec les industries de la formulation chimique l'année dernière.



[» LIRE LA SUITE](#)

## En 2023, le négoce décoration enregistre une croissance en dents de scie



C'est une année 2023 en sinusoïdale qu'enregistrent les négoce de la décoration. Selon la Fédération Nationale de la Décoration (FND), la croissance est de 0,2 %, rattrapée par une déroute conjoncturelle, qui pourrait toujours impacter l'année 2024.

Si l'année 2022 a paradoxalement été synonyme de croissance pour le négoce décoration, le contexte tendu a fini par rattraper la filière.

Hausse brutale des taux d'intérêt, problèmes de trésorerie liés au retrait du prêt garanti par l'État (PGE), inflation... Toutes ces « dégradations conjoncturelles » ont considérablement impacté le marché de la décoration.

La Fédération Nationale de la Décoration (FND) nous en liste les conséquences : « baisse des transactions immobilières dans l'ancien », « complexification des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique »...

Après la conjoncture des industries de la peinture, place à celle des distributeurs de la décoration.



[» LIRE LA SUITE](#)



## 1 CONJONCTURE

### Après 2 années de croissance, le marché des fenêtres à la peine en 2023

En 2023, le marché des fenêtres s'est inscrit en légère baisse avec -1 % en valeur, selon la dernière étude de TBC Innovations. Les professionnels de la menuiserie constatent notamment une chute de l'activité dans le neuf, tandis que l'activité se maintient en rénovation.

Après une année 2021 très positive, et une année 2022 plutôt stable, le marché de la fenêtre s'inscrit en légère baisse en 2023, selon la dernière étude publiée par TBC Innovations.

Le marché enregistre ainsi -1 % en valeur en 2023, après +20 % en 2021 et +14 % en 2022. Le nombre de fenêtres installées repasse également sous la barre des 11 millions d'unités.

Selon les professionnels de la fenêtre, l'année a été « à deux vitesses », avec une évolution plutôt positive en rénovation, mais une chute dans le neuf.

#### Dans le neuf, une conjoncture inquiétante pour les mois à venir

Alors que le Pôle Habitat FFB enregistre -39 % de ventes de maisons en secteur diffus en 2023, et que la Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI) constate une baisse de 37 % des réservations, les perspectives se révèlent inquiétantes pour les mois à venir.

D'ailleurs, 71 % des professionnels de la menuiserie interrogés prévoient une nouvelle baisse de l'activité dans le neuf en 2024.



>> LIRE LA SUITE





## Immobilier : les prix et taux ont légèrement baissé depuis 3 mois

**Dans leurs derniers bilans, SeLoger, MeilleursAgents, Century21, Orpi, et Laforêt, font état d'une baisse des prix immobiliers. Même si la baisse des taux des crédits immobiliers se confirme, les acquéreurs ne reviennent que timidement sur le marché immobilier.**

SeLoger et MeilleursAgents publient les résultats de leur baromètre trimestriel concernant le marché immobilier à fin mars 2024.

Depuis le 1er janvier 2024, les prix immobiliers ont globalement baissé de 0,5 % sur l'ensemble de la France métropolitaine, pour un prix moyen au m<sup>2</sup> de 3 087 €.

Dans les dix plus grandes villes françaises, les résultats sont toutefois disparates. Ainsi, à Rennes, Marseille, Montpellier, les prix immobiliers restent en légère augmentation, avec respectivement +0,1 %, +0,5 %, et +0,7 %. Nice est la ville qui enregistre la plus forte augmentation, avec +1,8 %.

À l'inverse, les prix ont légèrement baissé à Toulouse, Nantes, Lille et Lyon, avec -0,8 %, -0,9 %, et -1,1 %. Mais les trois villes qui enregistrent la plus forte baisse sont Paris, Strasbourg et Bordeaux, avec respectivement -1,8 %, -2,2 %, et -2,5 %.

À Bordeaux, les délais de transactions ne cessent de s'allonger, avec notamment +18 jours en trois mois.

En dépit d'un marché immobilier ralenti, les Français restent optimistes pour les mois à venir, s'attendant à une baisse des prix et des taux dans les six prochains mois.

NOUADIC | 24



[» LIRE LA SUITE](#)

## La demande en logements neufs a baissé de 32,6 % en 2023, selon PAP

PAP publie les résultats d'une étude faisant état d'une baisse de 32,6 % de la demande en logements neufs. Malgré la hausse des taux d'intérêts et la baisse du pouvoir d'achat immobilier, PAP rappelle l'existence de dispositifs d'aide à l'achat dans le neuf, tels que le Bail Réel Solidaire (BRS) et la nue-propriété.

À l'occasion du Salon de l'Immobilier Neuf et de la Rénovation Énergétique, organisé à Paris Porte de Versailles entre le 15 et le 17 mars, PAP dévoile les résultats d'une étude réalisée auprès de 50 620 contacts sur le site immoneuf.com entre le 1er octobre 2023 et le 15 février 2024.



Avec la hausse des taux d'intérêts, la demande globale en logements neufs a baissé de 32,6 % en 2023 par rapport à un an plus tôt, soit une chute beaucoup plus marquée que pour l'immobilier ancien, qui a enregistré 22 % de transactions en moins entre 2022 et 2023, selon la FNAIM.

[» LIRE LA SUITE](#)

## L'accès à une maison individuelle, un rêve qui s'éloigne pour beaucoup de Français



Le dernier baromètre dévoilé par la Fédération des Constructeurs de Maisons Individuelles (FFC) et l'institut IFOP montre que les Français ressentent de plus en plus la crise du logement, et considèrent l'accession à la propriété de plus en plus difficile. Dans ce contexte, le rêve d'acquérir une maison individuelle s'éloigne pour de nombreux Français.

La Fédération des Constructeurs de Maisons Individuelles (FFC) publie les résultats d'un baromètre réalisé avec l'institut IFOP pour mieux cerner l'opinion des Français sur l'accès à la propriété, et notamment à la maison individuelle.

Cette enquête a été menée auprès de plus de 1 000 personnes âgées de plus de 18 ans au mois de février 2024.

Les résultats montrent que 59 % des Français considèrent l'accession à la propriété comme un investissement, soit +8 points en deux ans. Il s'agit également d'une forme de sécurité pour 50 %, et d'un accomplissement pour 37 %.

[» LIRE LA SUITE](#)



## Pour faire face à la crise, Bouygues Immobilier envisage de supprimer 225 postes

Bouygues Immobilier, filiale du groupe Bouygues, annonce vouloir supprimer 225 postes à travers un plan social. Une décision qui fait suite aux difficultés financières que traverse l'entreprise depuis de nombreux mois.

Après Nexity et Vinci Immobilier un peu plus tôt cette année, c'est au tour de Bouygues Immobilier d'annoncer un plan social pour des suppressions de postes. Mise en difficulté financière par la crise que traverse son secteur, l'entreprise souhaite supprimer 225 postes pour mieux y faire face.

« L'entreprise doit poursuivre ainsi sa nécessaire adaptation au potentiel de son marché, ainsi qu'à son carnet de commandes et portefeuille



d'opérations, avec pour objectif prioritaire : préparer l'avenir dans un monde en profonde mutation », détaille le promoteur immobilier dans un communiqué.

Les difficultés auxquelles doivent faire face les promoteurs et constructeurs sont nombreuses.



>> LIRE LA SUITE

## Kaufman & Broad enregistre un rebond de ses réservations de logements



Le promoteur immobilier Kaufman & Broad SA annonce ses résultats à fin février 2024, avec une hausse de 10 % des réservations et une trésorerie nette positive qui s'établit à 190,2 millions d'euros.

Kaufman & Broad SA a publié ses résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2024,

couvrant la période du 1er décembre 2023 au 29 février 2024.

Malgré un marché immobilier marqué par des défis, la société a présenté des résultats solides et des perspectives encourageantes pour l'avenir.

Nordine Hachemi, Président-Directeur Général de Kaufman & Broad, a souligné la résilience de l'entreprise « dans un contexte où les réservations en volume ont chuté d'environ 50 % ». Contrairement à cette tendance, l'entreprise a enregistré une hausse de 10 % de ses réservations en volume au cours du premier trimestre.



>> LIRE LA SUITE

## Variaflow® : un limiteur de débit des eaux pluviales



Face aux menaces d'inondations de plus en plus fréquentes, la gestion efficace des eaux pluviales devient un enjeu majeur. Siplast présente Variaflow®, un limiteur de débit des eaux pluviales.

[>> LIRE LA SUITE](#)

## Poser une toiture métallique en imitation joint debout

Le couple d'auto-constructeur derrière la chaîne YouTube Le Chantier des Max a utilisé le système de toiture JI VIEO EDGE 500. Ce profil de toiture joint debout conçu par le fabricant Joris Ide est une solution facile et rapide à poser.



[>> LIRE LA SUITE](#)



## LE SALON NORBAT EN VIDÉOS

### Sur le salon Nordbat, BDR Thermea fait le tour de ses solutions



Découverte en vidéo des solutions de BDR Thermea, spécialiste du génie climatique, sur le salon Nordbat 2024. Le groupe nous en dit également plus sur le marché de la pompe à chaleur et sur ses ambitions en matière de confort d'été et d'énergies renouvelables.

[>> LIRE LA SUITE](#)

### Le Relais Métisse présente sa démarche sur le salon Nordbat

Stéphane Bailly, référent technique au Relais Métisse, présente l'isolant Métisse, conçu à partir de vieux jeans et velours recyclés, ainsi que les performances acoustiques de ce produit biosourcé.



[>> LIRE LA SUITE](#)

## Un nouveau WC lavant grand public dans la gamme Aquaclean de Geberit

À partir du mois d'avril, l'expert d'équipements sanitaires Geberit commercialise un nouveau produit dans sa gamme Aquaclean. Il s'agit d'Alba, son premier WC lavant à destination du grand public. Découverte avec Guillaume Leurent, directeur marketing France de Geberit.

Nous voilà à Jona, à quelques kilomètres de Zurich. En bordure des montagnes suisses, la commune abrite un autre bijou helvète : le siège social de Geberit.

Ses locaux sont une véritable vitrine de l'équipementier de produits sanitaires : lavabos, douches, robinets, toilettes... Le fabricant en a profité pour dévoiler sa dernière innovation : Alba, un nouveau système de WC lavant, commercialisé en avril dans sa gamme dédiée "Aquaclean".

Cela fait longtemps que Geberit propose des modèles de WC lavant. Son premier modèle, Geberit-O-mat, remonte à 1979. Le WC lavant restait un marché de niche. La tendance s'est quand même inversée quand Geberit a recentré davantage son offre sur le client final, que sur les installateurs, alors que ces derniers étaient autrefois ses seuls clients directs.



[» LIRE LA SUITE](#)





## ECLA, une réalisation en deux temps signée Arte Charpentier

À Massy-Palaiseau se trouve le plus grand coliving d'Europe. Il s'agit du Campus ECLA, le lauréat du prix « *Innovation des Usages* » SIMI 2023. L'ensemble, réalisé en deux temps et signé Arte Charpentier, établit une autre façon de faire un logement.



À Massy-Palaiseau, la réalisation d'Arte Charpentier a pris un nouveau tournant quand a eu lieu la crise du Covid. En effet, l'un des bâtiments destiné à accueillir des bureaux, a été transformé en immeuble de logements pour lequel l'agence d'architecture, établie à Paris et à Shanghai, a entrepris un nouveau modèle résidentiel. Ce dernier, habilement conçu, répond avec brio à trois exigences.

Il remédie au manque de logement, en apportant une capacité d'accueil et des espaces hors du commun. Il pallie au « *nomadisme* » en offrant aux différents espaces une grande flexibilité, en mariant hôtellerie et résidence locative, et enfin, il permet une liaison complète entre le campus et son environnement immédiat. L'opération a été réalisée en deux temps. La deuxième phase du Campus ECLA Paris Massy-Palaiseau a été inaugurée le 26 janvier 2024.

L'ensemble se compose de quatre entités, le cinquième bâtiment étant toujours en construction. Tandis que le premier édifice ECLA 1 occupe une surface de 3 700m<sup>2</sup>...



>> LIRE LA SUITE



## Un havre de paix appelé maison L

**ALTA Architectes – Urbanistes (Maxime Le Trionnaire et Gwenaël Le Chapelin), l'agence d'architecture établie à Rennes et aux projets variés, vient de terminer la réalisation d'une maison située au cœur de Dinard. Entre réhabilitation, remise à jour et extension, les architectes se sont surpassés et le résultat est enchanteur.**

À Dinard, dans un secteur résidentiel alliant maisons de ville mitoyennes en pierre et pavillons avec jardin, se trouve une charmante maisonnée et son extension, méticuleusement réalisée par ALTA Architectes-Urbanistes.

Habitée à manier avec adresse des projets de grande échelle, l'agence a montré à travers cette réalisation, non seulement son savoir-faire mais sa capacité d'engendrer des projets de taille modeste. La maison L est la preuve de l'habileté des architectes.

### Un travail d'observation et choix minutieux

Les architectes, après avoir observé les environs, étudié avec minutie l'édifice, ont opté pour la conservation ainsi que la revalorisation du caractère patrimonial de la maison et de ses clôtures en pierre maçonnées.





## Prix du Nouveau Bauhaus Européen 2024 : un projet français parmi les lauréats

**Les 20 lauréats du Prix du Nouveau Bauhaus Européen 2024 ont été récompensés. Ce concours distingue les concepts poussant la construction durable en Europe. Cette année, une mention spéciale a été créée pour les projets de reconstruction en Ukraine.**

Initiative reliée au Pacte vert européen, le Nouveau Bauhaus Européen (NBE) tend à promouvoir la construction qui combine « *durabilité, inclusion et esthétique* ». Son prix, organisé depuis déjà quatre ans, récompense des projets répondant à ces critères.

Pour cette édition 2024, 20 lauréats ont été distingués, parmi deux volets de compétition. On retrouve d'un côté les « *Champions du Nouveau Bauhaus Européen* » gratifiant les chantiers existants et achevés « *avec des résultats clairs et positifs* ». De l'autre, il y a les « *Étoiles montantes du Nouveau Bauhaus Européen* », qui distinguent des concepts présentés par des talents âgés de 30 ans ou moins.

Dans chacun de ces volets, les prix sont répartis entre quatre catégories : « *Se reconnecter avec la nature* », « *Retrouver un sentiment d'appartenance* », « *Prioriser les lieux et les personnes qui en ont le plus besoin* »...



[» LIRE LA SUITE](#)





## Les lauréats des Trophées Bâtiments Passifs 2024 sont...

**Les lauréats des Trophées Bâtiments Passifs 2024 ont été désignés à l'occasion du salon Passibat'. Depuis 2019, ces prix récompensent les projets passifs les plus exemplaires du point de vue de la performance énergétique, de l'usage et de la qualité architecturale. Petit tour d'horizon des différents lauréats.**

Le salon Passibat', marrainé par Fatoumata Koné, présidente de l'Agence Parisienne du Climat et présidente du groupe Les Écologistes au Conseil de Paris, a été l'occasion de récompenser les différents lauréats des Trophées Bâtiments Passifs 2024. Organisés depuis 2019, ces Trophées récompensent les projets passifs les plus exemplaires.

Pour l'occasion, plusieurs professionnels du secteur se sont rassemblés au Pavillon Baltard pour y former un jury. Celui-ci était notamment composé d'architectes, comme Rolf Watz, de l'agence Rolf Watz Architecture, ou encore de journalistes spécialisés, comme Olivier Namias, rédacteur en chef du magazine AMC.

Les Trophées Bâtiments Passifs 2024 ont récompensé dans cinq catégories différentes, et deux mentions spéciales.



[» LIRE LA SUITE](#)



## À Bordeaux, le Pont de pierre va être restauré et consolidé

À Bordeaux, le Pont de pierre, construit il y a plus de 200 ans, va faire l'objet de travaux de consolidation entre 2025 et 2029, a annoncé la métropole. Cette rénovation – qui coûtera 50 millions d'euros – nécessitera l'arrêt de la ligne 3 du tramway pendant au moins 3 ans.

Encore récemment, les sénateurs alertaient sur l'état des ponts en France, souvent peu entretenus par les collectivités locales, et présentant des risques pour la sécurité.

En France, il y aurait entre 200 000 et 250 000 ponts, dont 25 000 en mauvais état structurel et posant des problèmes de sécurité, et qui nécessiteraient des travaux de sécurisation.

En 2019, les sénateurs avaient notamment réclamé un « plan Marshall » doté de 130 millions d'euros par an pendant 10 ans pour entretenir ou sécuriser ces ponts.

Il y a quelques semaines, le Sénat annonçait d'ailleurs des travaux de sécurisation pour 800 ponts.

### 50 millions d'euros pour des travaux de consolidation

À Bordeaux, la métropole a annoncé ce que le Pont de pierre ferait l'objet de travaux de consolidation entre 2025 et 2029.



[» LIRE LA SUITE](#)



## À Brest, une ancienne prison reconvertie en espace culturel et mémoriel

**L'ancienne prison brestoise de Pontaniou va être transformée en « tiers-lieu durable ». L'annonce a été faite par la métropole à l'issue d'un appel à projets. Le site, sans affectation depuis plus de 30 ans, doit accueillir en 2027 un bar-restaurant, un gîte et plusieurs commerces.**

Une seconde vie va être offerte à l'ancienne prison de Pontaniou, à Brest, dans le Finistère. Ce bâtiment emblématique de la ville, laissé à l'abandon depuis plus de 30 ans, va connaître d'importants travaux pour pouvoir accueillir, d'ici 2027, un bar-restaurant, un gîte et divers commerces. La nouvelle a été annoncée par la métropole à la suite d'un appel à projets.

### **7,09 millions d'euros d'investissement**

« La proposition prévoit de magnifier un lieu exceptionnel de notre histoire et de le réhabiliter avec des propositions culturelles, mémorielles et d'animation pour tous les publics », a déclaré François Cuillandre, maire PS de Brest et président de la métropole.

En plus des commerces et des lieux de restauration, le projet prévoit la création d'une micro-crèche et d'espaces d'exposition.







## Laurent GALLOUX

Directeur Général de Sika France

### Laurent Galloux nommé nouveau directeur général de Sika France

Laurent Galloux est nommé directeur général de Sika France SAS, filiale du leader mondial de la chimie de la construction. L'homme succède ainsi à Pascal Malafosse, qui prend la direction régionale de la zone Europe du Sud (France, Espagne, Italie, Portugal) du groupe Sika.

 >> LIRE LA SUITE



## Gilles DONNAT

Directeur Général de Carrier France

### Gilles Donnat devient directeur général de Carrier France

Suite au départ de Guillaume Dabrowski, l'activité française du groupe Carrier confie le poste de directeur général à Gilles Donnat. Ingénieur de formation, ce dernier a effectué toute sa carrière chez l'expert en solutions de climatisation, de chauffage et de ventilation

 >> LIRE LA SUITE



## Pierre-Yves ZENTAR

Directeur Général de Reynaers

### Pierre-Yves Zentar, nouveau directeur général de Reynaers

Pierre-Yves Zentar prend les rênes de Reynaers en tant que nouveau directeur général. Il remplace Richard Clavier, qui occupera désormais le poste de « chief sales officer » pour renforcer les positions du groupe à l'échelle internationale.

 >> LIRE LA SUITE



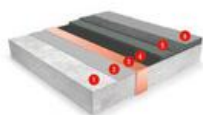
## TOP TOIT : isolant réflecteur

Isolant réflecteur respirant certifié NF EN 16012 avec écran HPV intégré. Destiné à l'isolation des toitures et murs par l'extérieur, TOP TOIT permet de réaliser, en une seule opération, l'isolation et l'étanchéité.

>> LIRE LA SUITE

## Flowfresh ESD SR UV (3-4 mm)

Revêtement conducteur/ESD en résine hybride résistant aux produits chimiques et aux UV, avec une finition colorée brillante antidérapante.



- 1 Support polystyrène
- 2 Résine ESD Primer WB
- 3 Flowfresh ESD SR
- 4 Résine ESD séchant
- 5 Flowcoat F6331
- 6 Membrane de caoutchouc 1.5 mm

## FLOWFRESH ESD SR UV : système conducteur hybride de Flowcrete

Revêtement conducteur/ESD en résine hybride, de 3-4mm d'épaisseur, résistant aux produits chimiques et aux UV, avec une finition colorée brillante antidérapante, utilisé dans les zones ATEX, comme les stations de recharge d'hydrogène.

>> LIRE LA SUITE



## Cofr'ETAUX : sabot pour garde-corps temporaire sur poutrelle de coffrage H20

Cofr'ETAUX vous permet de réaliser un garde-corps provisoire sur une poutrelle de coffrage bois H20. Spécifiquement étudié pour l'utilisation sur ces poutrelles de coffrage suivant un cahier des charges précis, ce produit est breveté...

>> LIRE LA SUITE



## DIFFLEX THERMO TPU SK : écran de sous-toiture spécial rénovation

Écran sous toiture perméable à la vapeur d'eau / complément d'étanchéité simple, composé d'un non-tissé polyester associé à une enduction TPU et équipé de bandes auto-adhésives.

>> LIRE LA SUITE





## ISYPLAN : béton autoplaçant pour planchers et dalles

ISYPLAN est un béton autoplaçant conçu pour la réalisation de planchers, dalles et dallages de maison individuelle. ISYPLAN est élaboré pour améliorer la cadence de bétonnage et réduire la pénibilité de la mise en œuvre.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## Terradall® Portée Reuse : Le tout premier isolant en polystyrène expansé 100% recyclé

Terradall® Portée REuse est le tout premier isolant en polystyrène expansé 100% recyclé dédié à l'isolation des sols sous dalle portée. Il est fabriqué, grâce à un processus de production spécifique, à partir de chutes récupérées sur les chantiers...

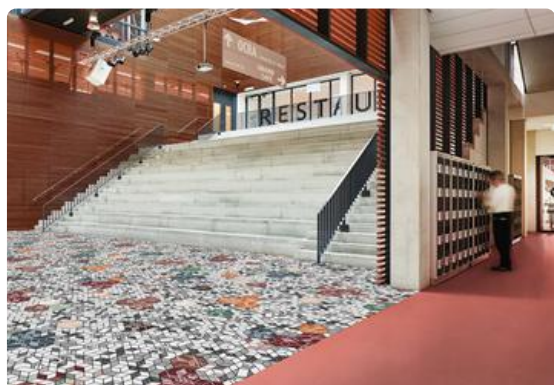
[>> LIRE LA SUITE](#)



## Velis Pro Dry WiFi : le chauffe-eau électrique gain de place conçu pour durer et pilotable à distance

Velis Prod Dry WiFi a été spécialement conçu pour le remplacement des chauffe-eau <150L. Il se différencie par ses résistances DRY protégées dans un fourreau étanche, lui permettant une meilleure résistance aux eaux calcaires.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## Modul'up : sol PVC pose sans colle U3/U4

Modul'up est la solution revêtement de sol PVC pose non collée pour les zones à fort trafic. Ce type de pose permet une installation rapide et une réduction des coûts ainsi qu'un recyclage facilité en fin de vie. Il permet également le recouvrement sur supports anciens y compris amiantés.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## DucoBox Energy Comfort FR : VMC double flux certifiée NF

La DucoBox Energy Comfort FR est conçue pour l'application de la ventilation double flux avec récupération de chaleur. Avec sa capacité réglable, cette VMC intelligente et silencieuse est la solution parfaite pour la construction neuve.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## PACK CONTROL PRIM : le régulateur universel

Optimisez le contrôle thermique de vos systèmes avec notre régulateur universel, idéal pour une gestion efficace du chauffage et du rafraîchissement dans diverses applications. Profitez de sa fonctionnalité de webserver intégré pour une configuration rapide et conviviale.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## Faites signer électroniquement vos devis, contrats, etc. pour plus de fiabilité et réactivité

Codial 18 intègre de manière native la signature électronique Oodrive Sign, offrant ainsi un outil commercial puissant aux entreprises du Bâtiment.

[>> LIRE LA SUITE](#)



## Mirox 4green+ : le nouveau miroir écologique

Une véritable référence en termes de qualité et de résistance à la corrosion, le Mirox 4Green+ est un incontournable de la gamme des verres décoratifs d'AGC. Complètement opaque, c'est une version haut de gamme des miroirs écologiques mais surtout le compromis idéal entre...

[>> LIRE LA SUITE](#)





helloArtisan

## Besoin de nouveaux chantiers ?

DÉCOUVRIR NOTRE SERVICE



50 000

demandes de devis par mois <sup>(1)</sup>



10 000

rendez-vous pris par mois <sup>(1)</sup>



6 500€

chiffre d'affaires par chantier <sup>(1)</sup>

helloArtisan

✉ Recevoir des contacts **qualifiés**

📅 Bénéficiaire de RDV **immédiats**

👍 Offre **sans engagement**

📍 Service **adapté** à vos métiers et vos zones d'intervention